Tribune de Genève

MOBILITÉ 2030

Les cyclistes du Grand Genève veulent des vélos en libre-service transfrontalier

Par Laure Gabus . Mis à jour le 29.11.2012 **16 Commentaires**

Pro Vélo et deux associations de France voisine appellent à inclure la petite reine dans le développement régional.

«Le vélo en libre-service et les vélos à assistance électrique sont une alternative crédible aux scooters», estime Lisa Mazonne. De GàD:Ismael Solesme Flessel (Bourgeons), Lisa Mazzone (Pro Velo), Denis Bucher (APiCy), Nadia Retibi (Bourgeons), Thomas Thulliez (Bourgeons).
Image: Pierre Abensur

Articles en relation

Coup de frein pour le projet genevois de Vélib'
La liaison Bachet-Praille, cauchemar

Union transfrontalière autour de la petite reine jeudi matin. Les associations Pro Vélo de Genève, BouRgeons d'Annemasse et Apicy du Pays de Gex se sont réunies pour rappeler l'importance des

des cyclistes

Cyclistes: de plus en plus de casques sur les têtes suisses

Mots-clés

Grand Genève

Partager & Commenter

déplacements cyclistes pour la mobilité dans l'agglomération franco-valdo-genevoise.

«Nous avions envie de réagir au plan cantonal Mobilités 2030, explique Lisa Mazonne, coordinatrice de Pro Vélo. Et de demander que les cycles soient pris en considération comme un moyen de transport à part entière.» Mobilités 2030 table sur une augmentation de la part modale du vélo de 4 -5% aujourd'hui à 7% d'ici dix-huit ans. Pour les associations, cet objectif est réalisable à condition d'encourager l'usage de la petite reine lors des déplacements à moyenne distance plutôt que celui des deux-roues motorisés. «Le vélo en libre-service et les vélos à assistance électrique sont une alternative crédible aux scooters», estime Lisa Mazonne.

Les associations françaises soulignent, qu'alors que se construit le **Grand Genève**, certaines réalisations peinent à traverser la frontière. «Le projet de vélos en libre-service, par exemple, s'arrête côté suisse au lieu de se développer au niveau de l'agglomération», déplore Denis Bucher, d'Apicy. Thomas Thulliez, de BouRgeons craint également que la piste cyclable prévue sur la voie verte entre Annemasse et les Eaux-Vives, au-dessus du CEVA, «fasse 3,5 mètres et soit bitumée côté helvétique et soit réduite à 2,5 mètres sans garantie de bitume côté français». Et son associé, Ismaël Solesme Flessel de préciser: «Tout cela reflète la non-coordination des législations. Nous avons des cultures et des budgets différents. Cela crée des embûches, calculées ou non.»

Pour tous, la solution à long terme consiste à intégrer les déplacements cyclistes dès le début de la réflexion sur l'aménagement du territoire. «Si des infrastructures sécurisées existaient, cela permettrait aux gens de choisir leur moyen de transports», souligne Denis Bucher. «De limiter le nombre d'accidents et d'améliorer la qualité de l'air», conclut Lisa Mazonne.

(TDG)

Créé: 29.11.2012, 17h42

Voir tous les commentaires